

Le Kosovo indépendant : pâle avatar d'une communauté internationale inconséquente ?

La proclamation de l'indépendance du Kosovo peut paraître un heureux événement, manifestant le triomphe généreux de la paix civile sur la violence. Or, force est de constater que l'avènement de cet Etat croupion sur la scène internationale suscite davantage d'interrogations que de certitudes enthousiastes.

En effet, la première question repose sur la notion de viabilité de la nouvelle entité. Quel avenir géoéconomique la communauté internationale peut-elle proposer à un Etat enclavé, privé d'accès à la mer, aux faibles atouts pédologiques et sevrés de ressources naturelles effectives ? Le Kosovo semble économiquement condamné à vivre dans l'assistance et dans une complète dépendance à l'égard de ses voisins, et tout d'abord l'Albanie. Classée seulement au 72^{ème} rang mondial pour ses indices de développement humain, Etat européen le plus pauvre, grevée par un déficit commercial majeur (de près de 2 milliards de \$), taraudée par une corruption endémique (l'opulence des mafias pourrait représenter jusqu'à un tiers du PIB de l'Etat selon certaines estimations), l'Albanie ne saurait constituer un modèle de développement à suivre, lequel est pourtant à l'heure actuelle le seul susceptible d'être assimilé par le nouvel Etat indépendant.

Par ailleurs, le Kosovo, historiquement pluriethnique puisque ligne de contact entre le monde musulman et l'identité orthodoxe, reste une région qui, à l'échelle régionale, a été doublement malmenée au long des deux dernières décennies. Ce furent d'abord les Serbes qui tentèrent de faire du Kosovo une province ethniquement purifiée où les Albanais numériquement majoritaires devaient être chassés (ou à tout le moins vivre dans un complet déclassement social et humain). Aujourd'hui, l'indépendance kosovare marque, d'une certaine façon, la victoire de l'exact symétrique inversé du projet serbe, en l'occurrence un Kosovo albanophone qui s'est identitairement construit contre la Serbie. C'est là où le bât blesse : si la communauté internationale a justement récusé le dessein violent d'un Milosevic, pourquoi alors avoir agréé l'objectif d'un Kosovo aujourd'hui ethniquement très unidimensionnel ? Car, ce qui a manqué cruellement à l'indépendance actuelle du Kosovo, ce fut l'instauration liminaire d'une efficiente politique de réconciliation nationale permettant de faire de la citoyenneté kosovare un moyen effectif de transcender les clivages intercommunautaires. La communauté internationale eût été bien inspirée de poser comme préalable à toute indépendance un tel pré-requis. Là est, en effet, une des lacunes de la construction nationale du nouvel Etat, non pas étayé par un projet politique ouvert mais reposant surtout sur un nationalisme albanais ombrageux. Certes, le pouvoir de Pristina a multiplié (sous la pression) les déclarations et les subtilités constitutionnelles visant à garantir les intérêts et les droits des minorités non albanophones. Mais ne sait-il pas pertinemment que le temps et la démographie jouent en faveur de la majorité : comment la communauté serbe, réduite numériquement et morcelée spatialement en différentes enclaves, pourra-t-elle faire valoir sur le long terme ses droits ? La complaisance des élites dirigeantes kosovares face aux multiples exactions qu'ont endurées les populations serbes depuis 1999, mais également l'impuissance des forces de la communauté internationale (MINUK, KFOR) à protéger efficacement ces dernières tendent à démontrer que l'accès à l'indépendance du Kosovo pourrait marquer possiblement à terme la fin de la présence serbe dans la région. Or, la puissance démographique de la communauté albanaise ne peut à elle seule celer le fait que le Kosovo est, depuis la grande date de 1389, une des matrices territoriales de la mémoire serbe. A cet égard, l'attachement identitaire de la Serbie à sa province méridionale est loin d'être illégitime.

Plus généralement, la communauté internationale n'a jamais brillé par sa clairvoyance et sa justesse d'action géopolitique pour gérer l'épineuse crise kosovare. Pour l'Union

européenne, l'explosion de la Yougoslavie reste un échec cuisant, tant dans son incapacité à s'opposer jadis à la montée des tensions qu'à proposer par la suite un plan de paix acceptable par tous les belligérants. Guidée par une politique des bons sentiments, l'Europe a surtout encouragé le mouvement de morcellement étatique de la péninsule balkanique en pâtissant des conséquences délétères que ce choix a provoquées depuis. Pris à leur propre piège, les grands Etats de l'UE ne pouvaient que globalement reconnaître l'indépendance d'un Kosovo dont ils ne savaient que faire géopolitiquement. En outre, l'UE aura surtout mené localement une politique ressentie à Belgrade comme uniment hostile à la Serbie. Cette dernière en sort meurtrie, l'indépendance du Kosovo étant perçue comme une avanie supplémentaire qu'elle doit essayer pour prétendre un jour faire partie du club de l'UE.

Au demeurant pour la plupart des autres Etats de la planète, l'indépendance du Kosovo est moins une préoccupation en soi qu'un miroir qui leur renvoie leurs propres singularités géopolitiques. Pour les Etats plurinationaux et multiethniques (dont certains en Europe), l'indépendance kosovare est une source d'inquiétudes profondes qui fragmente potentiellement leur stabilité interne face à la montée ainsi encouragée des nationalismes régionaux. Pour la Russie, cette réalité irrécusable (elle doit faire face aux turbulences constantes de ses peuples non-russes, tout particulièrement caucasiens) se double du désir de soutenir la Serbie (à l'identité orthodoxe pro-russe certaine) mais surtout d'affirmer son retour dans le rang des grandes puissances capables d'influer sur la marche du monde. En vis-à-vis, certains pays (dont les Etats-Unis et une partie de leurs alliés), favorables à un Kosovo indépendant, savent pertinemment que le nouvel Etat est une pierre d'achoppement pour la Russie et l'UE. Car, il devient alors facile de présenter la Russie pro-serbe comme l'héritière de l'URSS toujours animée des vieux réflexes géopolitiques soviétiques d'antan (refus du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, politique de puissance en Europe orientale et balkanique...). Quant à l'UE, elle se trouve divisée et fragilisée plus avant par les problèmes économiques et géopolitiques que le Kosovo ne va pas manquer de poser à l'ensemble du continent européen (ne serait-ce que la question de son adhésion possible à l'UE). En cela, le jeune Etat est aussi au croisement de lignes de fractures géopolitiques internationales qui le dépassent et qui ne le favorisent en rien.

Stéphane Dubois.

Professeur agrégé de géographie.

Auteur de : *Le fait religieux dans le monde d'aujourd'hui : essai géographique*,
Ellipses, Paris, 2005.